



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_StNd_2025-10-01_RAPVI_MCB_02008modifié
Code AIOT : 0006201763

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 4 septembre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE

- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201763
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au sein de l'UO "Environnement ADAME Utilités (UO EAU)" le parc de stockage nord et le conditionnement nord.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rendement des colonnes de lavage CN500, CN155 et CN301	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3.VI (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Déchets entreposés au niveau du quai carburé	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Colonnes de lavage CN500, CN155 et CN301	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.2.VII et 7.3-I (partiel)	Sans objet
4	Produits entreposés dans l'entrepôt nord	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	Sans objet
5	Détection incendie dans l'entrepôt Nord	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie de l'entrepôt Nord	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel), 8.6.4 (partiel) et 8.8.1 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 4 septembre 2025 que l'exploitant doit :

- justifier à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois de la mise en place d'une alarme de débit d'eau d'alimentation des colonnes de lavage CN155 et CN500 afin de garantir en tout temps le rendement minimal requis des colonnes de lavage (cf. point de contrôle n°2) ;
- justifier à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois de l'évacuation des 5 fûts métalliques entreposés au niveau du quai carbure contenant des sables d'avaloir ou un mélange absorbant-javel (cf. point de contrôle n°3) ;
- déposer auprès du préfet un porter à connaissance relatif à l'augmentation de 6 tonnes de la quantité de stabilisant entreposée dans l'entrepôt Nord (cf. point de contrôle n°4).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Colonnes de lavage CN500, CN155 et CN301

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.2.VII et 7.3-I (partiel)	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée :	
<p>Article 7.2.VII de l'arrêté préfectoral cadre COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022 modifié</p> <p>"VII Parc de stockage nord</p> <p>Les bacs de stockage RN131, RN155, RN501 et RN506 sont équipés d'un dispositif de traitement des COV (colonne de lavage)."</p>	
<p>Article 7.3.I (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022 modifié</p> <p>"I.- Les points de rejet canalisés sont en nombre aussi réduit que possible et limités à la liste suivante.</p>	
Installation	Point de rejet
[...]	
Parc stockage nord	Sortie de la colonne de lavage CN500
Parc stockage nord	Sortie de la colonne de lavage CN155

Poste de chargement/ Conditionnement nord	Sortie de la colonne de lavage CN301
[...]	

"

Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023

extrait chapitre 8.6

"Postes de chargement/déchargement de camions citernes

Les citernes sont remplies par le haut à l'aide d'un bras de chargement articulé. Les événements sont collectés vers une colonne de lavage à l'eau (CN301).

Les conditions nécessaires pour démarrer une opération de chargement sont, notamment [...] la colonne de lavage en service."

extrait chapitre 8.4

"L'événement du réservoir [RN155] est collecté vers la colonne de lavage à l'eau CN155.

L'événement du réservoir [RN131] est collecté vers la colonne de lavage à l'eau CN155.

Les événements des réservoirs [RN132 et RN141] sont collectés vers la colonne de lavage à l'eau CN155.

Leurs événements [RN501, RN506] sont collectés vers la colonne de lavage à l'eau CN500."

Constats :

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- en salle de contrôle :
 - que les colonnes de lavage CN155 et CN500 sont alimentées en eau ;
 - le report en salle de contrôle :
 - du débit d'eau d'alimentation de la colonne CN155 ;
 - de la perte de charge dans la colonne CN155 avec une alarme basse ;
 - du débit d'eau d'alimentation de la colonne CN500 ;
 - de la perte de charge dans la colonne CN500 avec une alarme basse ;
 - que le chargement d'une citerne est conditionnée au fonctionnement de la colonne de lavage CN301 via la présence de sécurités et d'alarmes et notamment :
 - sécurité de débit bas d'alimentation en eau de la colonne CN301 (FSL301) ;
 - alarme de pression différentielle haute dans la colonne CN301 (PDH301) ;
 - alarme de niveau bas d'eau dans la colonne CN301 (LAL301) ;
- sur le terrain :
 - que les événements des bacs de stockage RN141, RN155, RN131 et RN132 sont reliés à la colonne de lavage CN155 qui a son point de rejet en hauteur au dessus des bacs ;

- que les événements des bacs de stockage RN501 et RN506 sont reliés à la colonne de lavage CN500 qui a son point de rejet en hauteur au-dessus des bacs ;
- que le débitmètre d'alimentation en eau de la colonne de lavage CN155 et celui de la colonne CN500 affichent des valeurs similaires à celles reportées en salle de contrôle ;
- la présence de la colonne de lavage CN301 à proximité des postes de chargement 2D et 3E collectant les événements des citernes en cours de chargement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rendement des colonnes de lavage CN500, CN155 et CN301

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3.VI (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

" VI.- Les performances des systèmes de traitement des rejets canalisés sont vérifiées au moins une fois par an et respectent le cas échéant les valeurs suivantes :

Système de traitement final	Rendement minimal
[...]	
Colonne de lavage CN500	97 %
Colonne de lavage CN155	98 %
[...]	
Autres colonnes de lavage	98 %

[...]

Les rendements du tableau du présent VI s'entendent comme la performance d'abattement au regard des émissions en composés organiques volatils qui seraient générées sans le système de traitement final.

Les performances des dispositifs de traitement pour lesquels un rendement minimal est prévu dans le tableau du présent VI sont précisées dans le bilan annuel des émissions visé à l'article 12 du présent arrêté et doivent pouvoir être justifiés sur simple demande de l'inspection des installations classées."

Constats :

CN155

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- les rendements de la colonne de lavage CN155 affichés dans les bilans SME 2022, 2023 et 2024 transmis en avril de l'année N+1 respectent les rendements minimaux requis par l'arrêté préfectoral : 99,9 % (2022) ; 99,9 % (2023) ; 99,3 % (2024) ;
- le rendement 2024 de la colonne de lavage CN155 est établi par une note du service procédés du 31 mars 2025 ;
- le rendement affiché dans le bilan SME 2024 correspond à la moyenne du rendement calculé du 5 février 2024 et celui calculé du 11 juillet 2024. Chaque rendement est calculé sur la base des résultats des mesures des émissions atmosphériques en sortie de la colonne de lavage par un organisme extérieur, le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage et la concentration en DCO mesurée sur un échantillon d'eau prélevé en pied de colonne ;
- le rendement de la colonne de lavage CN155 du 5 février 2024 (99,99 %) et celui du 11 juillet 2024 (98,62 %) respectent le rendement minimal requis de 98 % ;
- le rendement de la colonne de lavage CN155 du 7 février 2025 (99,99 %) transmis par courriel du 11 septembre 2025 respecte également le rendement minimal requis de 98 % ;
- le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage CN155, qui a une incidence sur le rendement de la colonne :
 - est supérieur au débit d'eau nécessaire pour garantir l'efficacité optimale de la colonne de lavage CN155 du 1 janvier 2024 au 21 juin 2024 ;
 - est inférieur au débit d'eau nécessaire pour garantir l'efficacité optimale de la colonne de lavage CN155 depuis le 21 juin 2024 ;
- le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage CN155 est suivi en salle de contrôle.

L'exploitant a indiqué :

- que le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage CN155 baisse compte tenu de l'encrassement du garnissage de la colonne ;
- que le garnissage de la colonne de lavage CN155 a été remplacé le 22/23 avril 2025 (suite à un avis de maintenance du 13 mars 2025) et le 8 août 2025 (suite à un avis de maintenance le 31 juillet 2025) ;
- travailler à l'amélioration de la qualité de l'eau industrielle utilisée pour alimenter les colonnes de lavage.

Par courriel du 11 septembre 2025, l'exploitant :

- a précisé le débit d'eau nécessaire pour garantir une efficacité optimale de la colonne de lavage CN155 dans tous les cas de fonctionnement ;
- a précisé que l'efficacité de 98 % de la colonne de lavage CN155 peut être atteinte avec un débit d'eau inférieur au débit d'eau nécessaire pour garantir une efficacité optimale de la colonne ;
- a justifié que le débit d'eau de la colonne de lavage CN155 a été réglé au débit d'eau optimal le 8 septembre 2025 afin de garantir une efficacité optimale de la colonne de lavage ;

- s'est engagé à mettre en place une alarme de débit d'eau d'alimentation de la colonne de lavage CN155 afin de garantir un rendement de la colonne supérieur à 98 %.

CN500

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- que les rendements de la colonne de lavage CN500 affichés dans les bilans SME 2022, 2023 et 2024 transmis en avril de l'année N+1 respectent les rendements minimaux requis par l'arrêté préfectoral : CN500 : 98,9 % (2022) ; 99,9 % (2023) ; 98,2 % (2024).
- une erreur dans le rendement requis affiché pour la colonne CN500 (98 % affiché au lieu de 97 %) ;
- que le rendement 2024 de la colonne de lavage CN500 est établi par une note du service procédés du 31 mars 2025 ;
- que le rendement affiché dans le bilan SME 2024 correspond à la moyenne du rendement calculé du 5 février 2024 et celui calculé du 11 juillet 2024. Chaque rendement est calculé sur la base des résultats des mesures des émissions atmosphériques en sortie de la colonne de lavage par un organisme extérieur, le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage et la concentration en DCO mesurée sur un échantillon d'eau prélevé en pied de colonne ;
- que le rendement de la colonne de lavage CN500 du 5 février 2024 respecte le rendement minimal requis de 97 %. En revanche, le rendement de la colonne de lavage CN500 du 11 juillet 2024 ne respecte pas le rendement minimal requis ;
- que le rendement de la colonne de lavage CN500 du 7 février 2025 (99,98 %) transmis par courriel du 11 septembre 2025 respecte également le rendement minimal requis de 97 % ;
- que le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage CN500, suivi en salle de contrôle :
 - est très inférieur au débit d'eau nécessaire pour garantir l'efficacité optimale de la colonne de lavage CN500 du 1er janvier au 2 avril 2024 ;
 - est proche du débit d'eau nécessaire pour garantir l'efficacité optimale de la colonne de lavage CN500 depuis avril 2024.

L'exploitant a indiqué travailler à l'amélioration de la qualité de l'eau industrielle utilisée pour alimenter les colonnes de lavage.

Par courriel du 11 septembre 2025, l'exploitant :

- a indiqué que le garnissage de la colonne de lavage CN500 a été remplacé en avril 2024 et qu'il n'a pas été procédé à un nettoyage et/ou un remplacement depuis ;
- a précisé le débit d'eau nécessaire pour garantir une efficacité optimale de la colonne de lavage CN500 dans tous les cas de fonctionnement ;
- a précisé que l'efficacité de 97% peut être atteinte avec un débit d'eau d'alimentation de la colonne de lavage CN500 inférieur au débit d'eau nécessaire pour garantir une efficacité optimale de la colonne ;
- s'est engagé à mettre en place une alarme de débit d'eau d'alimentation de la colonne de lavage CN500 afin de garantir un rendement de la colonne supérieur à 97 %.

CN301

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- les rendements de la colonne de lavage CN301 affichés dans les bilans SME 2022, 2023 et 2024 transmis en avril de l'année N+1 respectent les rendements minimaux requis par l'arrêté préfectoral : CN301 : 99,9 % (2022) ; 99,8 % (2023) ; 99,9 % (2024) ;
- le rendement de la colonne CN301 en 2022 n'est pas fondé sur des résultats d'analyse des émissions atmosphériques en sortie de la colonne de lavage compte tenu de l'absence d'opérations de chargement lors de la venue sur site de l'organisme de contrôle ;
- le rendement 2024 de la colonne de lavage CN301 est établi par une note du service procédés du 31 mars 2025 ;
- le rendement affiché dans le bilan SME 2024 correspond à la moyenne du rendement calculé du 29 février 2024 et celui calculé du 18 juillet 2024. Chaque rendement est calculé sur la base de l'estimation des émissions atmosphériques en sortie de la colonne de lavage selon la règle de calcul fixée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 modifié ;
- le rendement de la colonne de lavage CN301 du 29 février 2024 (99,99 %) et celui du 18 juillet 2024 (98,99 %) respectent le rendement minimal requis de 98 %.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai de 1 mois de la mise en place d'une alarme du débit d'eau d'alimentation des colonnes de lavage CN155 et CN500 (seuils à préciser) afin de garantir le rendement minimal requis de ces colonnes (98 % pour CN155 et 97 % pour CN500).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déchets entreposés au niveau du quai carbu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-111 du 15 juin 2022 modifié
 "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :

- l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ;
- la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ;
- la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ;
- la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ;
- la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés.

et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"

Étude de dangers "stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023

"Les cendres CLA (chaudière Lourds Acryliques) sont entreposées en big-bag au « quai carbure »."

"Les cendres CLA ne sont pas combustibles"

Annexe 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié (prescription confidentielle)

Constats :

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'entreposage, au niveau du quai carbure couvert, de :

- 35 big-bag de cendres de la chaudière lourds acryliques (CLA) ;
- 5 fûts métalliques contenant des sables d'avaloirs ou un mélange absorbant+javel.

Par courriel du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que :

- chaque big-bag de cendres CLA pèse environ 450 kg (palette incluse), ce qui représente 15,57 tonnes, ce qui est inférieur au 22 tonnes autorisées ;
- les 5 fûts contenant des sables d'avaloir ou un mélange absorbant+javel ont fait l'objet d'un ordre d'enlèvement des déchets auprès du prestataire. Leur prise en charge et leur enlèvement seront effectifs mi septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai de 1 mois de l'évacuation dans des filières autorisées des 5 fûts métalliques (sables d'avaloir, mélange absorbant+javel) entreposés au niveau du quai carbure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits entreposés dans l'entrepôt nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-111 du 15 juin 2022 modifié

"[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :

- l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ;
- la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ;

- la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ;
- la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ;
- la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés.

et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"

Étude de dangers "stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023

"L'entrepôt Nord est utilisé pour le stockage des produits et substances en lien avec

- l'exploitation des installations de fabrication :
 - articles de conditionnement (palettes, IBC, fûts)
 - stabilisant (xxx, ...)
 - catalyseurs usagés
 - mélange de sauvegarde (inhibiteur de polymérisation)
 - produits de traitement de l'eau.

Les produits y sont conditionnés en fûts, sacs, IBC

- les études de pilotage R&D : produits stockés en IBC pour les besoins du pilote (acrylates, alcool, soude,...)
- gasoil non routier pour l'alimentation des chariots de manutention"

"La quantité de matières ou produits combustibles stockés au niveau de l'entrepôt Nord n'excède pas 500 t."

Annexe 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié (prescription confidentielle)

Constats :

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a notamment constaté, sur la base de l'état des stocks d'Arkema au 29 août 2025, de l'état des stocks des produits de traitement de l'eau de la semaine 35 (fin août 2025) du traiteur d'eau et des constats terrain :

- l'entreposage, dans la zone 3, de 16,4 t d'un stabilisant (en big-bags) au lieu des 12 tonnes autorisées ;
- l'entreposage sur des rétentions, dans la zone 2, de 9,6 tonnes de mélanges de sauvegarde (en fûts ou en IBC) ;
- l'entreposage en big-bag, dans la zone 3, de catalyseurs neufs ;
- l'entreposage en big-bag, dans les zones 1 et 3, de catalyseurs usagés ;

- l'entreposage, dans la zone 3, de palettes en bois ;
- l'absence d'entreposage de produits de traitement de l'eau classés au titre des rubriques 4xxx mais l'entreposage de produits de traitement de l'eau non classés au titre ICPE ;
- l'absence d'entreposage d'agent anti-corrosion classé au titre des rubriques 4xxx.

Par courriel du 11 septembre 2025, l'exploitant a indiqué :

- que l'entreposage du stabilisant doit correspondre à une consommation de 3 mois (soit 18 tonnes) pour des raisons logistiques ;
- au vu des caractéristiques du produit et des modalités d'entreposage (dans un bâtiment couvert sur une dalle en béton), qu'aucun risque industriel n'est associé à l'entreposage de stabilisant ;
- qu'il déposera d'ici fin 2025 auprès du préfet un porter à connaissance relatif à l'augmentation de 6 tonnes de la quantité entreposée de stabilisant (18 tonnes au lieu de 12 tonnes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection incendie dans l'entrepôt Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-111 du 15 juin 2022 modifié
 "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :

- l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ;
- la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ;
- la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ;
- la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ;
- la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés.

et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"

Étude de dangers "stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023

"Des détecteurs incendie sont positionnés de façon à détecter tout départ de feu dans l'entrepôt. Une alarme est reportée en salle de contrôle "EAU"."

Article 8.6.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/N°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ([...] systèmes de détection [...]) [...],

conformément aux référentiels en vigueur. [...]"
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'exploitant a présenté le plan de localisation de la détection incendie dans l'entrepôt Nord :</p> <ul style="list-style-type: none"> réseau de détecteurs multi-capteurs dans la zone 3 ; 6 détecteurs de flamme dans les zones 1 et 2. <p>L'inspection des installations classées a constaté sur le terrain dans la zone 3 de l'entrepôt Nord la présence de détecteurs incendie répartis au plafond.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de vérification semestrielle de la détection incendie de l'entrepôt Nord par un organisme extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> rapport du 6 septembre 2024 faisant suite à la vérification du 5 août 2024 ; rapport du 15 avril 2025 faisant suite à la vérification du 1er avril 2025. <p>Ces 2 rapports concluent à l'absence de dysfonctionnement et l'absence d'inadéquation de la détection.</p> <p>Le rapport du 15 avril 2025 formule une observation sur l'orientation vers le haut du détecteur de flammes 202.2. L'exploitant a indiqué que cette observation avait été levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie de l'entrepôt Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel), 8.6.4 (partiel) et 8.8.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.</p> <p>En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"</p>

Plan d'opération interne révision 5 de mars 2023

- Poteaux incendie (PI)
 - PI3 à l'ouest du bâtiment entrepôt nord
 - PI2 au sud Ouest du bâtiment entrepôt nord
- Robinets d'Incendie Armés (RIA)
 - 4 dans le bâtiment entrepôt nord (S/O, S/E, N/E et N/O)
- lances monitor (LM)
 - LM4 à l'ouest du bâtiment entrepôt nord [...]
 - LM5 au sud Ouest du bâtiment entrepôt nord [...]

Article 8.6.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] conformément aux référentiels en vigueur. [...]"

Article 8.8.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"[...] Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 4 septembre 2025, l'inspection des installations classées a notamment constaté sur le terrain :

- la présence de 4 RIA (20 à 23) dans la zone 3 de l'entrepôt Nord ;
- la présence de 2 RIA (31 et 32) à l'extérieur de l'entrepôt Nord ;
- la présence de 2 lances monitors (LM4 et LM5) à proximité de l'entrepôt Nord.

L'exploitant a présenté :

- les 3 derniers rapports de contrôle trimestriel des RIA par un organisme extérieur (1er février 2025, 11 avril 2025 et 2 août 2025) mettant en évidence :
 - l'absence d'observation sur les RIA 20, 21, 22, 23 et 32 ;
 - que la lance du RIA 31 est manquante lors des 3 contrôles et a été ajoutée en août 2025 ;
- le dernier rapport de contrôle annuel des 2 lances monitors du 13 juin 2025 mettant en évidence que les lances LM4 et LM5 sont opérationnelles mais nécessitent une

intervention côté U3 ;

- le dernier rapport annuel de contrôle du fonctionnement des 2 poteaux incendie de la zone du 13 juin 2025 mettant en évidence :
 - l'absence d'eau au niveau du poteau 23. Les travaux ont été réalisés en juin 2025 ;
 - l'absence d'observation sur le poteau incendie 14.

Type de suites proposées : Sans suite